

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 16 Janvier 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CHIMIREC**

ZI DE MEZAUBERT  
35133 Javené

Références : UD35/2025-021  
Code AIOT : 0005501436

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2024 dans l'établissement CHIMIREC implanté Zone d'activités de Mésaubert 35133 Javené.

L'inspection a été annoncée le 05/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC
- Zone d'activités de Mésaubert 35133 Javené
- Code AIOT : 0005501436
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site exploité par la société CHMIREC sur la commune de Javené est spécialisé dans la collecte, le tri, le regroupement, le transit et le traitement de déchets d'activités économiques. Le site possède également une unité de production de combustibles solides énergétiques (CSE).

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Suites Inspection : 2022.2 - émissions atmosphériques diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
2	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/06/2013, article 3.2.4	/
3	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/06/2013, article 9.2.1.1	/
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/06/2013, article 4.1.2.6	Susceptible de suites
5	Surveillance des eaux résiduelles	Arrêté Préfectoral du 10/06/2013, article 4.3.7	Susceptible de suites
6	Mesures ERC	Autre du 02/11/2023, article VI.5.2	/
7	Dispense de traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/06/2013, article 5.1.5	/

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence une gestion correcte des installations en termes d'émissions atmosphériques et aqueuses avec un respect des valeurs limites d'émission imposées et des niveaux d'émissions associés aux meilleurs techniques disponibles du BREF WT applicables.

L'étude des sources potentielles de chloroforme dans les activités du site n'a permis d'identifier l'origine des dépassements récurrents en chloroforme observés dans les eaux souterraines du site mais préconise un renforcement du suivi de ce paramètre sur une période définie afin d'établir un bilan plus précis. Le projet de prescriptions en cours de finalisation tiendra compte de cette préconisation.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites Inspection : 2022.2 - émissions atmosphériques diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect de la directive IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/08/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet confine, collecte et traite les émissions de son installation conformément au d du VI. de l'annexe 3.1 et met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les rejets d'effluents gazeux canalisés liés aux activités de broyage mécanique des déchets du site (bâtiment 2/unité CSE et bâtiment 4/atelier filtre à huile) sont équipés de filtres à manche dont l'efficacité de fonctionnement est vérifiée par un manomètre avec alarme en cas de défaillance pour le bâtiment 2 et par contrôle visuel trimestriel et remplacement annuel pour le bâtiment 4.</p> <p>La traçabilité des contrôles visuels trimestriels des gaines d'aspiration et manches de filtration du bâtiment 4 et des opérations de remplacement des filtres est enregistrée dans la GMAO. Les derniers contrôles visuels ont été réalisés le 26/10/2023, le 26/04/2024 et 27/11/2024.</p> <p>L'inspection relève que la fréquence trimestrielle annoncée n'est pas respectée. L'exploitant confirme avoir réduit la fréquence de contrôle à une surveillance semestrielle qui lui semble adaptée au vu de la conformité des rejets (surveillance semestrielle) et du retour d'expérience.</p> <p>Le dernier remplacement des manches du filtre du bâtiment 4 est daté du 29 mai 2024 et celui des manches du bâtiment 2 du 2 juin 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Surveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2013, article 3.2.4				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet				
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :				
Concentrations instantanées	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3 et 4	Conduit n°5 (CSE)
Poussières	-	5 mg/Nm <sup>3</sup>	5 mg/Nm <sup>3</sup>	5 mg/Nm <sup>3</sup>
Phénols	20 mg/Nm <sup>3</sup>	-	-	-
COVT	-	-	-	30 mg/Nm <sup>3</sup>
<b>Constats :</b>  Le rapport de mesure des rejets atmosphériques réalisé par DEKRA le 06/06/24 ne relève pas de dépassement des valeurs limites d'émissions pour les conduits analysés.				
Concentrations moyennes	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3 et 4	Conduit n°5 (CSE)
Poussières	-	Absence de mesure (*) / 5 mg/Nm <sup>3</sup>	0,23 / 5 mg/Nm <sup>3</sup>	0,26 / 5 mg/Nm <sup>3</sup>
Phénols	0 / 20 mg/Nm <sup>3</sup>	-	-	
COVT	-	-	-	15,5 / 30 mg/Nm <sup>3</sup>
(*) : Le conduit n°2 relatif à l'unité de traitement des aérosols n'a pas été contrôlé, l'activité de cette unité étant arrêtée depuis 2016.				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				

**N° 3 : Autosurveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2013, article 9.2.1.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence de surveillance		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
<b>Paramètre</b>	<b>Fréquence</b>	<b>N° de conduit</b>
Phénols	annuelle	1
Poussières	Semestrielle	2/3/4/5
COVT	semestrielle	5

  

<b>Constats :</b>
La périodicité de surveillance des rejets atmosphériques est respectée. Le dernier contrôle de l'année 2024 a été réalisé le 21/11/24 et le rapport non encore reçu par l'exploitant le jour de l'inspection. L'exploitant confirme que ce rapport sera mis en ligne sur l'application GIDAF dès réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/06/2013, article 4.1.2.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transmission des résultats

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites.

**Prescription contrôlée :**

Les résultats des mesures prescrites ci-dessus sont transmis dès réception au service d'inspection des Installations Classées.

À chaque fin de campagne de surveillance (basses eaux et hautes eaux), l'exploitant élabore un rapport d'analyse autoportant sur les résultats obtenus accompagnés des commentaires appropriés. Ce rapport comporte a minima :

- + l'état de la tête des piézomètres et leur accessibilité ;
- + la description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons ;
- + l'indication des normes en vigueur utilisées ;
- + une comparaison des valeurs des différents paramètres aux valeurs limites réglementaires ;
- + à défaut une comparaison aux valeurs guides existantes en vigueur à la date dudit rapport ;
- + les résultats des différentes années, de façon à apprécier l'évolution des concentrations en polluants ;
- + le sens d'écoulement de la nappe ainsi que le lien hydraulique entre la nappe et les eaux superficielles (le référentiel permettant de définir le niveau de la nappe sera précisé) ;
- + des commentaires de l'exploitant, notamment l'explication des anomalies rencontrées et les mesures correctives adaptées.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant déterminera par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informera le Préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

**Constats :**

La surveillance des eaux souterraines en 2023 et 2024 montre des résultats très variables en AOX, chloroforme (et dans une moindre mesure au pz3) et en indice HC au pz4 :

Date / Paramètre	AOX	Chloroforme	Indice HC
31/05/23	65µg/l	-	140µg/l
05/10/23	520µg/l	574µg/l	1100µg/l
21/03/24	<LQ	151µg/l	110µg/l
19/09/24	< 1000µg/l	193 µg/l	94 µg/l

L'exploitant précise avoir contesté le résultat de mesure en AOX du 19/09/24 (< 1000 µg/l), que le prélèvement a été renouvelé le 09/12/24 et que les résultats sont en attente. La déclaration sur GIDAF sera modifiée en conséquence.

L'exploitant a transmis en séance le rapport d'étude relative à l'apparition de chloroforme dans les eaux souterraines établi par SCE le 19/12/23.

Cette étude recense les sources potentielles en COHV et THM (chloroforme) au regard des activités du site et retient 3 zones situées en amont du pz4 :

- le bâtiment 2 (déconditionnement de déchets pâteux/liquides et préparation de CSE),
- le bâtiment 3 (atelier mécanique/maintenance et lavage des contenants),
- la zone des cuves aériennes (cuves de stockage des déchets liquides en vrac).

Elle ne permet cependant pas d'identifier d'origine établie entre ces zones et la présence significative de chloroforme au droit du piézomètre 4 mais recommande la réalisation d'un suivi renforcé trimestriel en COHV, THM et chloroforme sur l'ensemble des piézomètres du site pendant 4 ans afin de pouvoir établir un bilan à l'issue.

**> Une prescription en ce sens sera ajoutée au projet d'arrêté préfectoral actuellement en cours de finalisation suite à l'instruction de la demande d'extension des activités du site.**

En complément, l'exploitant signale avoir procédé au mois de juin 2024 à la réparation de fissures sur les rétentions de la zone des cuves aériennes.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 5 : Surveillance des eaux résiduaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2013, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de matières flottantes,</li><li>- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,</li><li>- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li></ul> <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- température : &lt; 30 °C ;</li><li>- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline ;</li><li>- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l ;</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection de 2023, un rapport de surveillance des eaux pluviales résiduaires relevait un pH non conforme au point de rejet n°1.</p> <p>Dans sa réponse d'octobre 2023 aux suites de l'inspection de 2023, l'exploitant indique que seules des eaux pluviales sont rejetées au milieu naturel, qu'elles ne peuvent être polluées en fonctionnement normal des installations et qu'en fonctionnement accidentel les mesures de confinement des bassins 1 et 2 rendent impossible le rejet d'eaux non conformes dans le milieu.</p> <p>De plus la nécessité d'une mesure avant tout rejet dans le milieu pourrait conduire au débordement des bassins en cas d'épisode pluvieux, diminuerait les capacités de confinement et augmenterait les volumes à traiter en cas de déversement accidentel.</p> <p>L'exploitant précise également que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le rejet des eaux pluviales au point de rejet n°1 n'a lieu que lorsqu'il pleut, par surverse du bassin de 120 m<sup>3</sup> qui collecte ces eaux et dans lequel est réalisé le prélèvement de contrôle,</li><li>- les écarts de pH constatés ne se produisent qu'en période prolongée d'absence de pluie et sont liées à un phénomène naturel (photosynthèse des algues présentes sur les parois du bassin).</li></ul> <p>Aucun dépassement des VLE au point de rejet n°1 n'a été relevé depuis juillet 2023.</p> <p>La recherche des PFAS dans les rejets aqueux du site a été réalisée en mars, avril et mai 2024 sur le point de rejet n°1. Aucun PFAS n'a été détecté et les valeurs en AOF relevées sont de l'ordre de 4,9 à 23µg/l.</p> <p>L'exploitant précise ne plus utiliser d'émulseurs fluorés sur le site depuis plus de 10 ans.</p> <p>La mention PFAS a été ajoutée à la fiche d'identification des déchets entrants afin de pouvoir trouver la filière de traitement la plus adaptée pour les déchets en contenant.</p>

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Mesures ERC**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 02/11/2023, article VI.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de réduction
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale mentionne : <u>Mesures d'évitement</u> Dans le cadre du projet de la société CHIMIREC, le bloc de béton (habitat du lézard des murailles) au Sud du site sera conservé. (...) <u>Mesures de Réduction</u> (...) des haies sont présentes aux abords Sud et Est du projet et les espèces les fréquentant pourraient potentiellement être perturbées. Pour réduire cette perturbation, une bande de protection de 10 mètres entre la haie au Sud et les travaux de terrassement sera créée. Ainsi aucun engin ne pourra circuler dans cette zone tampon. Concernant la haie à l'Est du site, elle est actuellement protégée par un merlon qui sera conservé dans le cadre du projet.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, les travaux de terrassement n'ont pas encore commencé.  L'inspection constate que le bloc béton (habitat du lézard des murailles) au Sud du site est présent et qu'une bande de protection de 10m a été matérialisée par du ruban de signalisation entre la haie Sud et la future zone de travaux.  L'exploitant annonce un début des travaux de terrassement pour le 20 janvier 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Dispense de traçabilité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2013, article 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les déchets traités par broyage ou séparation de phase ou pour les déchets déjà broyés provenant d'une installation dûment autorisée et qui sont intégrés à la préparation de charge ainsi que pour les déchets liquides et pâteux qui sont regroupés, l'exploitant est dispensé de joindre l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12571*01 au bordereau qu'il émet lors de la réexpédition de ces déchets vers une autre installation. Pour ces déchets, il tient à la disposition des autorités compétentes un bilan global des matières entrantes et sortantes.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection les bilans 2023 et 2024 (établi au 31/10/24) qui présentent les tonnages entrant et sortant par type de déchets dispensés de traçabilité.  Les déchets concernés sont : des déchets solides broyés sur site (filtres à huiles et emballages et matériaux souillés), des déchets liquides ou pâteux regroupés sur site (huiles, liquides de refroidissement, solvants, déchets pâteux solvantés ou non,...).  Des écarts sont constatés en positif ou négatif entre les tonnages entrants et sortants que l'exploitant justifie notamment par des déclassements de déchets (par exemple des déchets identifiés en tant que liquides de refroidissement en entrée sont déclassés en déchets d'eaux souillées en sortie) ou la prise en compte des déchets internes du site.  L'Inspection constate que les copeaux métalliques issus du broyage des filtres à huiles (déchet dangereux) ne sont pas classés dangereux. L'exploitant indique qu'une caractérisation est réalisée périodiquement sur un échantillon de copeaux métallique afin de vérifier leur caractère écotoxique (HP14), critère considéré comme pertinent par l'exploitant.  La dernière analyse a été réalisée le 17/02/23 et confirme le classement non dangereux pour l'environnement des copeaux métalliques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite